

Le ministre de la culture et de la communication

à

Mesdames et Messieurs les préfets

- à l'attention de Mesdames et Messieurs
les directeurs des archives départementales
s/c de Mesdames et Messieurs les présidents
de conseils généraux

- à l'attention de Mesdames et Messieurs
les archivistes communaux
s/c de Mesdames et Messieurs les maires

- à l'attention de Mesdames et Messieurs
les archivistes régionaux
s/c de Mesdames et Messieurs les présidents
des conseils régionaux

Instruction DAF/DPACI/RES/2006/007 du 28 juillet 2006

Objet : Guide des sources de l'histoire des mouvements de l'éducation populaire.

Le PAJEP (Pôle des Archives de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire) milite depuis sa création pour la sauvegarde des archives des mouvements de jeunesse et de l'éducation populaire. Je me réfère à l'instruction AD/DEP 1667 en date du 4 août 1999 par laquelle vous a été adressé le texte de la charte d'objectifs signée le 30 juin 1999 entre le ministre de la Culture et de la Communication et les principales fédérations d'éducation populaire.

Depuis 1999, le PAJEP qui est hébergé aux archives départementales du Val-de-Marne, a obtenu le dépôt de près de 1.000 mètres linéaires d'archives à caractère historique produites par des associations nationales, des associations régionales en Ile-de-France et par différentes personnalités et militants nationaux. Pour leur part, les associations locales organisent leur archivage historique auprès des services territoriaux d'archives.

Les responsables du PAJEP et de l'ADAJEP, association des déposants d'archives, ont sollicité l'appui de la direction des Archives de France pour réaliser un guide des sources des archives de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Ce guide est appelé à recenser les sources conservées dans les services publics ainsi que dans les structures associatives. Ces dernières ont été pour leur part déjà sollicitées au cours des années 2004 et 2005.

.../...

Dans ces conditions, vous trouverez ci-joint un questionnaire que je vous remercie de remplir et de retourner au DPACI (Pascal Even ou Christine de Joux), de préférence par voie électronique **avant le 30 septembre prochain**.

Vous trouverez ci-joint un modèle de fiche à remplir (annexe I) ainsi qu'un modèle de fiche déjà remplie (annexe II).

Ceux d'entre vous qui ont déjà fait parvenir les informations demandées pour l'alimentation de la base BORA, se contenteront d'adresser à la direction des Archives de France les informations complémentaires qu'il leur paraîtra utile d'ajouter.

Afin de faciliter l'élaboration des réponses, l'identification des fonds concernés par la présente enquête peut s'appuyer sur les ensembles décrits ci-dessous.

1. A la fin du XIXe siècle, les Universités populaires, bibliothèques populaires, cercles d'études, Ligue de l'enseignement, groupes du Sillon de Marc Sangnier, les Unions chrétiennes de jeunes gens, les patronages puis, à partir de 1907, le scoutisme avec toutes ses composantes, confessionnelles ou non ;
2. A partir des années 1920, la création des centres sociaux puis le développement des activités de plein air, des centres de vacances et colonies, des camps, de la formation des responsables de groupes de jeunes, les centres d'éducation ouvrière, les théâtres populaires, les chorales populaires ; sont également concernés les mouvements confessionnels de jeunes (JAC, JEC, JOC...), les mouvements de chantiers ;
3. Seconde guerre mondiale : mouvements de jeunesse du type Chantiers de jeunesse ;
4. Après la Libération, l'éducation populaire connaît un essor important, on voit se multiplier les associations du type CEMEA, maisons des Jeunes et de la culture, maisons pour tous, groupes locaux de Peuple et culture, associations de tourisme social, ciné-clubs, les mouvements de chantiers (Cotravaux, Compagnons bâtisseurs...) ;
5. Dans les années 1960-1980, le secteur se professionnalise, les formations d'animateurs se développent, formations assurées par les associations elles-mêmes ; l'essor de l'éducation permanente, de la formation professionnelle mais aussi de certains dispositifs d'insertion, s'appuie également sur ce réseau.

La liste en annexe III permet de repérer les principales associations concernées ; elle n'est pas exhaustive. Il sera intéressant de signaler les associations qui n'appartiendraient pas à des réseaux structurés nationalement. Il est important également de recenser les fonds de particuliers, qu'il s'agisse d'anciens responsables ou de militants de ces associations, ainsi que les fonds qui auraient été déposés par les chercheurs.

Le ministre de la culture et de la communication et par délégation,
La directrice des Archives de France

Martine de BOISDEFFRE

Guide des sources de l'histoire des mouvements de l'éducation populaire

Annexe 1

Modèle de fiche de recensement de fonds à remplir
Merci de bien vouloir joindre l'instrument de recherche disponible

Intitulé du fonds :

Eventuellement sigle de l'association :

Eventuellement anciens noms :

Historique du producteur :

Notamment date de création :

Historique de la conservation :

Conditions d'acquisition :

Cadre réservé

N° de fiche _____

Présentation du contenu :

Dates extrêmes :

Lieu de conservation et référence (cotes extrêmes) :

Instrument de recherche, niveau de description, mode de classement :

Volume :

Communicabilité :

Eventuellement Ayant-droit :

Guide des sources de l'histoire des mouvements de l'éducation populaire

Annexe II

Modèle de fiche de recensement de fonds remplie

N° de notice

Nom de l'association :

Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, CEMEA.

Adresse :

24 rue Marc Séguin, 75018 Paris

Téléphone : 01.53.26.24.24

Fax : 01.53.26.24.19

Mail :

Site Web : www.cemea.asso.fr

Historique du producteur :

Date de création : 1937 ; Date de déclaration au JO : 1944 ; Date d'agrément éducation populaire : 1944.

Les CEMEA sont issus des stages de formation du personnel des colonies de vacances organisées en 1937 par plusieurs associations : Hygiène par l'exemple, les Eclaireurs de France, la Ligue de l'Enseignement, la Fédération française des éclaireuses. Ainsi dès leur création, les CEMEA se définissent comme un organisme de formation au service des mouvements d'éducation.

Après la Seconde guerre mondiale, les activités des CEMEA se diversifient peu à peu avec la mise en place de groupes de réflexion sur les pratiques et les idées d'éducation nouvelle, la diffusion de travaux par l'édition de revues, ouvrages et autres supports, des interventions dans le champ de la coopération internationale... L'essentiel de son action porte sur la formation des éducateurs spécialisés, des moniteurs-éducateurs, des personnels des hôpitaux psychiatriques...

En 1986, les délégations régionales et la délégation nationale se constituent en une fédération d'associations...

...

A préciser

Relations avec d'autres structures : affiliation, relation hiérarchique, chronologique

Historique de la conservation :

Lors d'un déménagement en 1998, les CEMEA ont choisi de confier à un garde-meuble le stockage d'environ 100ml de dossiers. Parallèlement, les archives considérées comme les moins utiles à l'association ont été laissées de côté et c'est grâce à l'intervention de quelques chercheurs et militants que ces documents ont été sauvés de la destruction et stockés en cave au siège de l'INJEP (Marly-le-Roi) pour un total de 240ml.

Cette masse brute a pu être traitée au siège de l'INJEP et courant 2001 deux dépôts ont pu être effectués aux Archives départementales du Val-de-Marne. Parallèlement un important travail de description était engagé sur les archives encore conservées au siège des CEMEA : archives les plus anciennes, fonctionnement des différentes directions (relations internationales, communication, personnel, mais aussi publications. Cet ensemble de 120ml est entré aux Archives départementales du Val-de-Marne en 2002.

Il est à noter qu'au sein des dossiers versés se trouvent les fonds d'autres structures, qu'il s'agisse d'associations ou organismes créés par les CEMEA comme le centre de formation d'éducateurs de Vaugrigneuse, le Théâtre de la Clairière, la Fédération internationale des CEMEA, la Nouvelle Ecole de Boulogne ou qu'il s'agisse de personnalités marquantes du mouvement comme Denis Bordat, Gisèle de Failly, Henriette Goldenbaum, Henri Laborde...

Archives des CEMEA

La majeure partie du fonds est constituée des archives de la délégation générale et de l'association nationale. Pour la période antérieure à 1945, les dossiers de certains stages de formation nous sont parvenus, notamment pour les premiers, organisés à Beaurecueil et Breteuil-sur-Iton en 1937 : bien étoffés, ils renferment les bulletins d'inscription, les emplois du temps, des comptes-rendus, les listes de stagiaires et des formateurs, des photographies. Néanmoins c'est à partir du début des années 1950 que le fonds révèle sa richesse : assemblées générales, conseils d'administration, congrès, revues publiées, coopération internationale, actions menées dans les DOM-TOM mais aussi papiers des groupes de réflexion et de recherches.

On peut détailler par grandes typologies ou grands structures, étant donnée l'importance du fonds.

- *Délégation générale*
- *Direction des relations internationales*
- *Direction du personnel*
- *Direction des études et méthodes pédagogiques*

Dates extrêmes

1937-1990

Lieu de conservation et référence

Archives départementales du Val-de-Marne, 512J.

Instrument de recherche, niveau de description, mode de classement

Bordereau, niveau dossier, thématique et chronologique.

Volume : 420 m.l.

Communicabilité : Soumise à l'autorisation du déposant.

Archives du Théâtre de la Clairière

Le Théâtre de la Clairière est créé en 1948 par Miguel Demuynck à l'initiative des CEMEA. Ce groupe de recherche réunit des instructeurs, des comédiens et des instituteurs. Dès 1952-1953, la compagnie est reconnue comme l'un des meilleurs exemples français dans le domaine du spectacle pour enfants. Le Théâtre de la Clairière est constitué en association en 1953 : « *l'association [...] a pour objet la recherche, la création et la diffusion de spectacles dont les qualités éducatives, artistiques et techniques préparent et développent la culture dramatique des jeunes* » (extrait des statuts). Il est agréé association d'éducation populaire en 1955.

De 1969 à 1973, à la demande de Jean Vilar, le Théâtre de la Clairière est chargé de la programmation des journées de théâtre pour le jeune public dans le cadre du festival d'Avignon. Des troupes de théâtre sont invitées à présenter leurs créations et des débats s'engagent sur la nécessité d'un théâtre spécifique pour les jeunes spectateurs. Il met fin à ses activités en 1981.

Cette compagnie doit toute son existence à la volonté d'un homme : Miguel Demuynck. Né en 1921, issu du mode ouvrier du Nord de la France, il s'engage en 1941 dans la formation d'enseignant dispensée par le lycée Turgot à Paris. Henri Laborde, professeur de lettres et de pédagogie, remarque son intérêt pour l'éducation et lui propose de suivre un stage d'été à Sèvres avec les CEMEA. Maître d'éducation physique, il devient instructeur non permanent des CEMEA, participant notamment à de nombreux stages comme meneur de chant.

En 1944, tenté par une expérience du travail dramatique, il rentre à l'école théâtrale de Charles Dullin. Il devient rapidement comédien professionnel et abandonne l'enseignement. En 1945, il s'engage dans la troupe du Théâtre de la Ville et des Champs, dont il est très vite le chef de troupe.

Miguel Demuynck est convaincu que l'activité dramatique peut avoir un pouvoir sur la société, que c'est un acte social. C'est pourquoi, il accepte, en 1947, la proposition de Henri Laborde, alors délégué général des CEMEA, de devenir instructeur national, responsable des activités dramatiques.

L'essentiel des dossiers conservés concerne la création des œuvres de la compagnie : écriture, mise en scène, recherche sur les costumes et les décors. Plusieurs dossiers de Miguel Demuynck mêlent organisation pratique du travail de la compagnie et notes de réflexions sur les procédés pédagogiques mis en place ou sur le retour que les comédiens ont pu ressentir de la part des jeunes spectateurs lors d'une représentation.

Dates extrêmes : 1944 - 1982

Lieu de conservation et référence : AD du Val-de-Marne, 512J 1-192.

Répertoire numérique, niveau dossier.

Volume : 1 m.l.

Communicabilité soumise à l'autorisation du déposant.

001 - Fédération des centres sociaux et socio-culturels d'Ile-de-France.

Sans adresse (association dissoute).

Historique du producteur :

Les centres sociaux et socio-culturels se sont donnés principalement comme mission de résoudre la complexe question sociale. La famille est leur champ d'action privilégié. Pour cela, ils s'efforcent de couvrir le plus complètement possible le quotidien de ces familles ouvrières qui peuplent et animent les quartiers urbains. Ainsi les habitants d'un même voisinage s'y retrouvent pour s'initier à un sport, pratiquer un loisir, parfaire leur culture et bénéficier de services proposés dans des domaines aussi variés que le logement, l'éducation, la médecine préventive, la jeunesse...

Un agrément de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales confère le titre de Centre Social. Animés par des voisins et des citoyens, bénévoles et professionnels, ces centres sont principalement gérés par des associations régies par la loi de 1901, mais aussi des municipalités et des Caisses d'Allocations Familiales, directement ou en cogestion.

Parmi la multitude de ces associations gérantes, on remarquera entre autres, la récurrence des associations gérant plusieurs centres :

- A.L.P.H.A. (Association pour le logement familiale et l'animation des grands ensembles), émanation de la Caisse des Dépôts et Consignations
- L.P.S. (Logements et Promotions Sociales)
- A.P.E.R. (Association Pour la gestion à l'animation des Equipements Résidentiels)
- S.F.M. (Solidarité France Migrant)

Les centres sociaux et socio-culturels ont rapidement éprouvé le besoin de s'organiser et se regrouper en fédérations locales et nationale. En 1922 fut ainsi créée la Fédération des Centres Sociaux de France. Les fédérations départementales et régionales se mettent également en place, notamment en 1976 la Fédération Régionale des centres sociaux et socio-culturels d'Ile-de-France (F.I.F.) dont les activités cessèrent en 1993-1994.

Historique de la conservation :

Les archives de la Fédération Régionale des Centres Sociaux et Socio-culturels de l'Ile-de-France sont entrées aux Archives Départementales du Val-de-Marne mêlées au fonds de la Fédération nationale des Centres Sociaux et Socio-culturels de France (F.C.S.F.).

La Fédération régionale de l'Ile-de-France fut dissoute en 1993-1994. A cette date, ses archives ont été transférées à la Fédération nationale, où elle furent dès lors entreposées. Dans le cadre de la réflexion menée par le Conseil général, le Ministère de la Jeunesse et des Sports, la Direction des Archives de France et certains chercheurs sur les archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire, la Direction des Archives départementales du Val-de-Marne a pris en charge ce fonds en danger puisque laissé après un déménagement dans des locaux voués à la destruction. Une convention de dépôt a été signée le 9 mars 1998.

Le fonds a été classé en janvier 2000. Ont été éliminées les doublons et les publications généralistes, les pièces comptables, ainsi qu'une collection de circulaires produites par la Fédération nationale et conservée dans le fonds de la dite fédération.

Fédération des centres sociaux et socio-culturels d'Ile-de-France

Le fonds couvre l'ensemble de la période d'existence de la Fédération, de 1976 date de sa création, aux années 1993-1994, date de sa dissolution.

Les documents statutaires, les comptes-rendus de réunions, comme la correspondance permettent de cerner le fonctionnement interne de la structure (503 J 1-16 et 503 J 102-106) de même que les dossiers de suivi administratif et financier ou de gestion du personnel.

Une importante masse documentaire nous renseigne également sur les partenaires de la F.I.F. (503 J 17-66 et 503 J 114-122) : partenaires extérieurs, institutionnels ou associatifs, mais aussi, partenaires affiliés, fédération nationale, fédérations de province, unions départementales, centres sociaux. Pour ces derniers, sont regroupés des dossiers d'information précieux, fournissant des rapports d'activités, des rapports financiers, des notes et de la correspondance, classés par département et, le cas échéant, par centre social.

L'activité de la structure est retracée au travers d'une documentation volumineuse comprenant brochures, notes et dossiers d'information (503 J 67-86 et 503 J 107-113). Ceux-ci soulignent les centres d'intérêts des centres sociaux et socio-culturels, essentiellement axés sur l'action sociale, la formation, la politique urbaine et, en somme, sur la lutte contre toute forme moderne d'exclusion.

On peut cependant regretter l'absence des archives du Président de la F.I.F., Jacques LOYEN, seule lacune notable de ce fonds.

Dates extrêmes 1976-1994

Archives départementales du Val-de-Marne, 503J 1-132.

Répertoire numérique détaillé, niveau dossier.

Volume : 9 m.l.

Communicabilité : Soumise à l'autorisation du Délégué général de la Fédération des Centres Sociaux et Socio-culturels Français, 10 rue Montcalm, BP 379, 75869 Paris Cedex 18.

Eric Irvoas, délégué général adjoint

L'activité du Délégué général adjoint de la F.I.F. est perceptible au travers les papiers d'Eric IRVOAS (503 J 102-132). Ces dossiers sont tout à fait complémentaires du fonds. Sont ainsi repérés des dossiers consacrés au fonctionnement, aux partenaires, aux activités, aux finances et à la gestion du personnel de la fédération.

Dates extrêmes 1985-1993

Archives départementales du Val-de-Marne, 503J 102-132.

Répertoire numérique détaillé, niveau dossier.

Volume : 1ml

Communicabilité : Soumise à l'autorisation du Délégué général de la Fédération des Centres Sociaux et Socio-culturels Français, 10 rue Montcalm, BP 379, 75869 Paris Cedex 18.

Guide des sources de l'histoire des mouvements de l'éducation populaire

Annexe III

Liste indicative d'associations d'éducation populaire

Dénomination	Sigle	Date agrément
A Coeur joie	ACJ	26 juin 1950
Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale	ADELS	6 juillet 1964
Alpes de lumière	ADL	21 mars 1957
Association pour la diffusion de la recherche sur l'action culturelle	ADRAC	8 mai 1967
Animation et développement	AED	6 avril 1976
Avenir et joie - jeunesse ouvrière chrétienne féminine	AEJ-JOCF	13 août 1959
Association éducation nationale, jeunesse sports et loisirs (A.E.N.J.S.L.)	AENJSL	4 juin 1970
Association des foyers internationaux	AFI	14 septembre 1961
Association pour la formation des cadres de l'animation et des loisirs	AFOCAL	18 avril 1980
Association française des volontaires du progrès	AFVP	12 octobre 1982
Animation loisirs familiaux-Action sociale	ALFA	6 juillet 1964
Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes	ANACEJ	25 février 1992
Association nationale animation éducation	ANAE	17 décembre 1959
Association nationale pour le livre vivant	ANALIV	15 juillet 1982
Association nationale de recherche, enseignement et loisirs	ANREL	14 décembre 1970
Association des amis du royaume de la musique	ARM	29 janvier 1965
Association touristique des cheminots-Routes du Monde	ATC	27 mai 1959
Mouvement ATD Quart Monde	ATD	12 août 1975
Association du théâtre pour l'enfance et la jeunesse	ATEJ	14 septembre 1961
Association des universités populaires de France	AUPF	21 mars 2000
Association vacances ouvertes	AVO	14 juin 1992
Association d'éducation populaire, mouvement de jeunesse Bne Akiva de France	BNEAKIVA	29 janvier 1974
Association nationale des Compagnons bâtisseurs	CB	
Comité de coordination pour le service civil	CCSC	24 septembre 1982
Centre de culture scientifique, technique et industrielle de Grenoble	CCSTI	16 janvier 1981
Fédération nationale chants et danses de France	CDF	3 février 1958
Culture et développement	CED	6 juillet 1964
Centres d'échanges internationaux-club des quatre vents	CEI	29 novembre 1951
Culture et liberté	CEL	18 mai 1973

Centres d'entrainement aux méthodes d'éducation active	CEMEA	6 octobre 1944
Culture et promotion	CEP	11 décembre 1961
Centre d'entraînement aux techniques d'expression et de communication - Animation jeunesse	Cetec-Aj	30 mars 1966
Culture et vie	CEV	12 avril 1945
Centre de formation d'animateurs et de gestionnaires	CFAG	1 décembre 1977
Comité français du cinéma pour la jeunesse	CFCJ	3 septembre 1947
Centre de formation d'étude et d'information-Femme avenir	CFEI	10 mai 1971
Chantiers, histoire et architecture médiévales	CHAM	3 août 1987
Chanson contemporaine	CHC	8 juin 1984
Comité international pour la diffusion des arts et des lettres par le cinéma	CIDALC	20 janvier 1950
Civisme et démocratie	CIDEM	14 mai 1985
Centre d'information et de documentation jeunesse	CIDJ	31 mars 1969
Coordination Images nouvelles Education Mémoire audiovisuelle (Groupe Cinéma)	CINEMA	6 mai 1988
Fédération nationale des clubs de loisirs et d'action de la jeunesse	CLAJ	19 juin 1967
Confédération des loisirs de l'esprit	CLE	10 juillet 1975
Confédération musicale de France	CMF	5 juin 1957
Confédération des maisons des jeunes et de la culture de France	CMJCF	25 juillet 1995
Fédération nationale des centres musicaux ruraux de France	CMR	20 mai 1950
Conseil national des associations familiales laïques	CNAFAL	13 mars 1986
Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire - CNAJEP	CNAJEP	15 juin 1982
Centre national français du film pour l'enfance et la jeunesse	CNFEJ	20 mai 1950
Centre national d'information, d'études et d'action sociales pour les jeunes travailleurs	CNJT	15 mars 1963
Comité national de la musique	CNM	3 janvier 1986
Confédération nationale des radios libres	CNRL	27 janvier 1993
Centre national du volontariat	CNV	16 janvier 1981
Coordination des fédérations de ciné-clubs	COFECIC	30 mars 1981
Concordia	CONCORDIA	31 décembre 1956
Centre d'éducation politique-Conférence Olivaint	CONFOL	17 décembre 1969
COTRAVAUX - Coordination pour le travail volontaire des jeunes	COTRAVAUX	16 janvier 1981
CPCV-Organisme protestant de formation	CPCV	22 février 1945
Club des quatre vents	CQV	14 mai 1956
Confédération syndicale des familles	CSF	20 avril 1985
Cités unies France	CUF	4 juin 1975
Département éducatif de la jeunesse juive	DEJJ	28 mars 1973
Eclaireuses et éclaireurs de France	EEDF	30 mars 1945
Eclaireuses et éclaireurs israélites de France	EEIF	30 mars 1945

Eclaireuses et éclaireurs unionistes de France	Eeudf	30 mars 1945
Eclaireurs neutres de France	ENF	3 novembre 1982
Fédération française du cinéma éducatif et des techniques audio-visuelles	FCETAV	27 juin 1950
Fédération des centres sociaux et socio-culturels de France	FCSF	6 juillet 1964
Fédération des éclaireuses et éclaireurs	FEE	4 juin 1992
Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants	FFACE	29 juillet 1994
Fédération Française des clubs Unesco	FFCU	31 décembre 1956
Fédération française de cinéma et vidéo	FFCV	20 mai 1950
Fédération française des maisons des jeunes et de la culture	FFMJC	15 décembre 1944
Fédération des jeunes pour la nature	FJPN	31 octobre 1967
Fédération musicale populaire	FMP	5 juin 1957
Fédération nationale de l'action catholique des enfants	FNACE	6 août 1951
Familles rurales-Fédération nationale	FNAFR	18 septembre 1978
Fédération nationale des activités musicales	FNAMU	29 janvier 1974
Fédération nationale des centres musicaux ruraux	FNCMR	
Fédération nationale des centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural	FNCIVAM	24 novembre 1978
Fédération nationale des clubs scientifiques	FNCS	7 février 1967
Fédération nationale des compagnies de théâtre et d'animation	FNCTA	24 novembre 1975
Fédération nationale des écoles des parents et des éducateurs	FNEPE	27 décembre 1976
Confédération nationale des foyers ruraux et associations de développement et d'animation du milieu rural	FNFR	18 mai 1973
Fédération nationale des jeunesses théâtrales de France	FNJTF	8 mai 1967
Fédération nationale Léo Lagrange	FNLL	30 juillet 1951
Fédération des oeuvres éducatives et de vacances de l'éducation nationale	FOEVEN	27 février 1956
Fonda	FONDA	10 janvier 1983
Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire	FONJEP	8 mai 1967
Fédération nationale des Francas	FRANCAS	6 avril 1945
Fonds social juif unifié	FSJU	8 avril 1991
Fédération unie des auberges de jeunesse	FUAJ	3 juillet 1959
Union touristique "Les amis de la nature" -Fédération française	FUTAN	12 avril 1984
Groupes d'action municipale	GAM	12 octobre 1982
Guides de France	GDF	23 janvier 1939
Guilde européenne du raid	GER	28 mars 1973
Groupe d'études et de recherches pour l'éducation des adultes	GEREA	8 juillet 1974
Groupe français d'éducation nouvelle (G.F.E.N.)	GFEN	24 décembre 1992
Groupe de recherche pour l'éducation et la prospective	GREP	29 janvier 1974
Guides et scouts d'Europe	GSE	19 novembre 1970

Institut coopératif de l'école moderne-Pédagogie Freinet	ICEM	8 avril 1991
Innovation et développement-Institut national de formation	ID	1 décembre 1977
Inter échanges	IE	3 septembre 1963
Institut de formation d'animateurs de collectivités	IFAC	28 avril 1986
Institut de formation et d'études psychologiques et pédagogiques	IFEP	18 mai 1973
Institut de formation, de recherche et de promotion	IFOREP	15 juillet 1982
Institut national de formation et d'application du centre de culture ouvrière (INFA)	INFA	17 novembre 1950
Jeunesse de la mer	Jdlm	25 juin 1945
Jeunesse étudiante chrétienne	JEC	25 juin 1946
Jeunes équipes d'éducation populaire	JEEP	3 juillet 1959
Jeunesse et marine	JEM	31 octobre 1967
Jeunesse et patrimoine	JEP	17 octobre 1988
Jeunesse et reconstruction	JER	1 mars 1977
Jeunesse indépendante chrétienne	JIC	25 juin 1945
Jeunesse littéraire de France	JLF	11 août 1959
Union nationale des jeunesses musicales de France	JMF	1 février 1981
Jeunesse au plein air	JPA	7 août 1945
Ligue d'amitié internationale	LAI	15 mai 1956
Ligue des droits de l'homme	LDH	7 décembre 1995
Association " Les Fauvettes "	LF	3 juin 1960
Ligue française pour les auberges de la jeunesse	LFAJ	27 janvier 1948
Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente	LFEEP	13 juillet 1966
Les groupes rencontres	LGR	26 avril 1972
Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme	LICRA	11 avril 2001
Ligue internationale de l'enseignement, de l'éducation et de la culture populaire	LIE	13 août 1985
Union pour les loisirs et les vacances pour la jeunesse	LVJ	15 mai 1983
La vie nouvelle	LVN	24 novembre 1959
Mouvement de la Paix	MDP	17 juillet 2003
Mouvement français pour le planning familial	MFPF	24 septembre 1982
Maison internationale des jeunes pour la culture et pour la paix	MIJ	12 juin 1950
Les maisons internationales de la jeunesse et des étudiants	MIJE	14 mars 1967
Mouvement international pour le loisir scientifique et technique	MILSET	6 décembre 1991
Mouvement jeunes femmes	MJF	29 janvier 1974
Mission populaire évangélique de France	MPEF	8 mars 1978
Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples	MRAP	21 avril 1983
Mouvement rural de jeunesse chrétienne	MRJC	15 juin 1964
Mouvement vie libre	MVL	12 avril 1984

Office pour la formation des animateurs et cadres de centres de vacances	OFAC	6 juillet 1976
Office régional des oeuvres laïques d'éducation par l'image et le son de Paris	OROLEIS	17 juillet 2003
Promotion des activités culturelles, techniques et scientifiques	PACTES	2 mars 1988
Pionniers de France-Enjeu	PDFE	29 janvier 1946
Peuple et culture	PEC	20 novembre 1945
Fédération générale des associations départementales des pupilles de l'enseignement public	PEP	7 avril 1945
Planète Sciences	PLANETE	8 mai 1967
Union Rempart	REMPART	11 mars 1969
Amis service civil international	SCI	27 janvier 1948
Scouts de France	SDF	30 mars 1945
Secours catholique	SECAT	29 juin 1977
Scoutisme français - Fédération des associations scoutistes françaises	SF	24 juillet 1941
Solidarités Jeunesses	SJ	5 juin 1959
Scouts Musulmans de France	SMF	10 août 1992
Secours populaire français	SPF	10 janvier 1983
Scouts unitaires de France	SUF	3 mai 1974
Association nationale des théâtres de marionnettes et des arts associés	THEMAA	6 juillet 1964
Union chrétienne de jeunes filles	UCJF	12 avril 1945
Alliance nationale des unions chrétiennes de jeunes gens	Ucjpg	12 avril 1945
Union nationale des centres sportifs de plein air	UCPA	22 décembre 1988
Union féminine civique et sociale	UFCS	11 août 1959
Union française des centres de vacances et de loisirs	UFCV	7 avril 1945
Union nationale des foyers et services pour jeunes travailleurs-UFJT	UFJT	27 mai 1959
Union nationale culture et bibliothèques pour tous	UNCBPT	28 mars 1973
Union nationale des centres d'études et d'actions sociales de France-UNCEAS France	UNCEAS	6 mai 1974
Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement	UNCPPIE	1 décembre 1977
Union nationale inter ciné clubs	UNICC	1 octobre 1959
UNIS-CITE	UNISCITE	10 avril 2002
Villages vacances familles Villages	VVF	6 mars 1985
Vacances voyages loisirs	VVL	15 juin 1982